1994 - 2024 : CRISES, POLITIQUES SOCIALES, ACTIONS DU SECOURS CATHOLIQUE

1994

1995-2002 PRÉSIDENCE JACQUES CHIRAC

1993 1997
LOIS PASQUA-DEBRÉ durcissement des conditions d'entrée et de séjour des étrangers.

1995
GRÈVE MASSIVE contre le plan Juppé et la réforme de la retraite et de la sécurité sociale.

1997
21 AVRIL 1997 Dissolution de l'Assemblée nationale 1997-2002. Cohabitation (Premier ministre : Lionel Jospin).

1998
LOI D'ORIENTATION RELATIVE À LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS (JOSPIN) : logement, santé, emploi, accès aux droits.

1999
COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE (CMU) : accès aux soins pour les personnes à faibles revenus.

2000
CRÉATION DE LA PRIME POUR L'EMPLOI (incitation à l'activité pour les personnes aux faibles revenus).

2000
Entrée en vigueur de la **LOI AUBRY 1** (réduction du temps de travail à 35 h).

2000
LOI SRU (solidarité et renouvellement urbain) : obligation de 20 % de logements sociaux dans les communes de plus de 3 500 habitants.

DANS LES ANNÉES 1990, le Secours Catholique renforce ses actions distributives et d'urgence (alimentation, logement, vêtement ainsi que l'accompagnement des personnes sans abri.

2002-2007 PRÉSIDENCE JACQUES CHIRAC

2002
1er JANVIER 2002 passage à l'euro.

2004
LOI DE PROGRAMMATION POUR LA COHÉSION SOCIALE (Borloo) : logement, emploi, insertion par l'activité économique.

2005
ÉMEUTES DANS LES BANLIEUES mise en lumière des discriminations territoriales et spatiales.

2005
LOI pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

DANS LES ANNÉES 2000, le Secours Catholique passe d'une logique d'aide à une logique d'accompagnement personnalisé. L'aller-vers et la prise en compte de la parole des personnes concernées se développent. Le plaidoyer se renforce sur les politiques globales de lutte contre les exclusions, notamment à destination des familles monoparentales, les travailleurs pauvres et les personnes au chômage.

2007-2012 PRÉSIDENCE NICOLAS SARKOZY

2006
Mobilisations sociales contre le projet de loi instituant le **CONTRAT PREMIÈRE EMBAUCHE** (CPE).

2007
LOI DALO (droit au logement opposable) votée en 2007.

2008 2009
CRISE FINANCIÈRE MONDIALE : baisse de la croissance du PIB en 2008 et récession en 2009.

PLAN DE RELANCE ÉCONOMIQUE et soutien aux plus précaires dans le contexte de la crise.

2009
GÉNÉRALISATION DU RSA (revenu de solidarité active).

2010
RSA JEUNE extension du RSA aux 18-25 ans ayant accumulé au moins deux ans d'activité professionnelle à temps plein au cours des 3 dernières années.

Mouvements sociaux massifs suite à la **RÉFORME DES RETRAITES** (âge légal reculé de 60 à 62 ans).

2008 2015
AUGMENTATION DU TAUX DE CHÔMAGE (au sens du BIT) de 7,2 % en 2008 à 10,3 % en 2015.

2011
Lancement des maisons de santé pluridisciplinaires dans les zones sous-dotées.

DANS LES ANNÉES 2010, le SCCF oriente son action sur l'autonomisation et le développement du pouvoir d'agir. L'approche multidimensionnelle de la pauvreté est intégrée dans la réflexion et dans la mise en œuvre d'actions. Les actions d'accompagnement collectif se développent : atelier des savoirs, jardins partagés, accueil de jour, habitat participatif, microcrédit social, etc. Le plaidoyer porte sur des politiques de lutte contre l'isolement des personnes (fracture numérique, inégalités territoriales, difficultés d'accès aux droits).

2012-2017 PRÉSIDENCE FRANÇOIS HOLLANDE

2013
PLAN PLURIANNUEL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET POUR L'INCLUSION SOCIALE : logement, enfance, accès aux droits.

REVALORISATIONS EXCEPTIONNELLES DU RSA SOCLE (+ 10 % sur 5 ans).

2014
LOI ALUR (accès au logement et à l'urbanisme rénové) : encadrement des loyers, lutte contre les « marchands de sommeil ».

2015
Création de la **prime d'activité** (fusion RSA activité et prime pour l'emploi).

2015
ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION : réflexion sur l'accès à une alimentation durable, saine et accessible à tous.

2015
ATTENTATS DE JANVIER ET NOVEMBRE

2016
LOI TRAVAIL (El Khomri) : assouplissement du Code du travail (favoriser l'emploi à travers un marché du travail plus flexible).

Lancement du 1er plan quinquennal **« Logement d'abord »** (2016-2022).

MOUVEMENTS SOCIAUX contre la loi Travail.

2017-2022 PRÉSIDENCE EMMANUEL MACRON

2017
REVALORISATION DE LA PRIME D'ACTIVITÉ.
Plan **« Logement d'abord »** - 2e plan quinquennal (2023-2027). Favoriser l'accès direct au logement pour les personnes sans abri.
Loi **Pacte** (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises).

2018 2019
MOUVEMENTS DES « GILETS JAUNES » : mise en lumière des inégalités territoriales, crise des représentations et sentiment de déconnexion du gouvernement aux réalités vécues des citoyens.

2018
STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ : éducation, emploi, logement, accès aux droits.

2019
CRÉATION DES MAISONS FRANCE SERVICES.

2020 2021
CRISE SANITAIRE (COVID-19) Restriction des déplacements, chômage partiel massif, dispositifs exceptionnels de soutien aux ménages, prolongement de droits sociaux, renforcement des dispositifs alimentaires.

2022
24 FÉVRIER 2022 Invasion de l'Ukraine par la Russie.

2022
Versement des pensions alimentaires via CAF / MSA (pour prévenir les impayés).

2021 2023
FORTES TENSIONS INFLATIONNISTES (énergie, alimentation)

2023
MOUVEMENTS SOCIAUX suite à la réforme des retraites (âge légal de 62 à 64 ans). Forte contestation démocratique du gouvernement en place, remise en cause du contrat social et du rapport au travail.

2023
LOI KASBARIAN-BERGÉ (logement) : renforcement des sanctions contre les squats et les impayés, simplification des expulsions.

DEPUIS 2020, le SCCF pense ses actions en termes de recherche / maintien de dignité et a fortement développé ses actions de plaidoyer. L'association multiplie les actions de mobilisation citoyenne et d'action d'éducation populaire, notamment pour une transition écologique juste.

2022-2024 PRÉSIDENCE EMMANUEL MACRON

2023
LANCEMENT DE FRANCE TRAVAIL : fusion de Pôle Emploi et des acteurs de l'insertion. Loi « Plein emploi » : conditionnalité du versement du RSA à 15 h d'activités hebdomadaires (accompagnement, formation, immersion).

2023
9 JUIN 2024 Dissolution de l'Assemblée Nationale, instabilité gouvernementale.

2024
PACTE DES SOLIDARITÉS (succession de la stratégie pauvreté) centré sur les familles, la jeunesse, l'emploi et l'accès aux droits.

2024
LOI ASILE ET IMMIGRATION (Darmanin) Facilitation des OQTF (obligations de quitter le territoire français) - Durcissement des conditions d'accès au regroupement familial, aux prestations sociales. Certaines mesures sont censurées par le Conseil constitutionnel.

2024

LÉGENDE

- Réformes et politiques publiques.
- Mobilisations sociales, événements « exogènes ».
- Orientations globales du SCCF.